

## GUERRE ET ECONOMIE

Les succès militaires retentissants de l'Allemagne, en particulier la débâcle française, ont fait surgir, comme des champignons après la pluie, une foule de théories improvisées, qui, dans leur diversité, s'accordent pour reconnaître la naissance d'un nouveau système social. En juillet 1940 Dwight Macdonald écrit : "Cette guerre me semble se distinguer de la précédente par le fait qu'elle n'est pas un conflit entre des impérialismes rivaux appartenant au même ordre général, mais qu'elle est plutôt une guerre sociale entre deux systèmes d'espèce différente."(\*) C'est là le point de concours des improvisations : le fascisme est en voie de former un système social qui n'est plus le capitalisme.

Comme un premier argument en faveur de cette thèse, Macdonald écrit : "Avant tout, les nazis ont gagné parce qu'ils menaient un nouveau genre de guerre qui exprimait un nouveau genre de société." Si les changements de la carte politique de l'Europe expliquent psychologiquement l'apparition des théories nouvelles, ils sont bien incapables de leur donner un fondement logique. La différence des stratégies est une base manifestement trop étroite pour en inférer la différence des systèmes sociaux. Chaque système social a, en réalité, plusieurs stratégies correspondant aux diverses étapes de son développement ou, plus précisément, à la capacité des dirigeants politiques et militaires d'adapter la science de la guerre à chacune de ces étapes.

Outre la nouvelle stratégie, c'est l'évolution de l'économie allemande depuis 1936 qui fournit aux improvisateurs le plus gros bagage d'arguments : Hitler a, en fait, exproprié les capitalistes, le vieux système est mort, etc. La méthode est simple. Elle consiste à prendre l'économie allemande d'aujourd'hui séparée de tout ce qui l'a précédée. Elle présente alors des traits si déformés que vous devez conclure qu'elle est "non-capitaliste" et vous lui accolerez quelque nom bien sonore tel que collectivisme bureaucratique ou n'importe quel autre à votre goût.

Pour trancher une question d'une envergure telle que celle de la succession de deux systèmes sociaux, il est particulièrement indiqué de ne pas prendre une trop brève période de l'histoire. Il est dangereux d'extrapoler une courbe en en prenant un segment trop court. Pour savoir où nous en sommes et où nous allons, nous commencerons donc par jeter un coup d'œil en arrière. En particulier, un regard sur la première grande guerre impérialiste nous apprendra quelles sont exactement les nouveautés de la guerre présente.

### Un coup d'œil en arrière

Les états-majors entrèrent dans la guerre de 1914 avec les plans d'une guerre très courte. Dans l'ordre économique les mesures prises ne dépassaient guère la constitution de stocks de munitions et de bottes. Les premiers mois de guerre apportèrent deux grandes surprises : premièrement, la guerre ne se terminerait pas de si tôt; secondement, la consommation d'armements confondait l'imagination : en quelques heures il se dépensait plus de munitions que l'on n'en avait emmagasiné pour plusieurs mois. Confrontée avec une demande formidablement accrue, l'industrie se trouva bientôt embouteillée. Toute l'organisation économique menaçait de s'effondrer. L'état dut intervenir et, de sa voix autoritaire, donner des ordres pour sortir du chaos. Le même phénomène se produisit dans tous les grands pays belligérants : la France, l'Angleterre, l'Allemagne. Mais c'est dans ce dernier qu'il prit bientôt les formes les plus achevées. La raison fondamentale en était la situation géographique centrale de l'Allemagne, la difficulté de ses communications avec le marché mondial en temps de guerre, le manque

(\*) Dwight Macdonald fut un des leaders de la fraction qui se sépara du Socialist Workers Party en 1940. Récemment, il abandonna le groupe Shachtman. Ses idées sur le fascisme sont exposées dans *The New Internationalist*, organe du groupe Shachtman, et dans *Partisan Review*, la revue personnelle de Macdonald.

d'accès aux sources de matières premières dans les colonies et, bientôt, le blocus britannique. Le pays devint une pla-

ce-forte assiégée. Outre les matières premières, les vivres vinrent bientôt à manquer. Les prix montèrent. Le gouvernement décréta des prix maxima, lutta contre la spéculation et l'accaparement, mais sans grand succès et dut bientôt procéder au réquisitionnement des stocks et à leur répartition sur la base du rationnement individuel. Par l'initiative et sous le contrôle de l'état, il se forma pour chaque produit alimentaire une société à responsabilité limitée qui achetait l'ensemble de la production à un prix fixé par le gouvernement et la répartissait à un prix également fixé. Pour la réglementation des matières premières, le gouvernement chercha à utiliser les cartels et syndicats industriels, à les promouvoir, puis à les imposer (*Zwangssyndizierung*). Il forma lui-même des sociétés anonymes pour la répartition de certaines matières premières industrielles. Le commerce extérieur devint la fonction d'un organisme gouvernemental, les devises furent pareillement contrôlées. La consommation de caractère non-militaire fut strictement limitée. Les intermédiaires et en général les commerçants virent leur rôle diminuer énormément. Le Reichstag entendit les plaintes innombrables des libéraux épouvantés par cette intrusion de l'état. Des social-démocrates, anxieux de justifier leur soumission à l'état impérialiste, saluèrent la venue du "socialisme d'état".

À la fin de la guerre, le système de réglementation étatique disparut, aussi bien en Allemagne que dans les autres pays. Cela ne veut pas dire que le capitalisme sortit de la guerre tel qu'il y était entré. Loin de là ! L'intervention de l'état dans l'économie prit des formes nouvelles que nous n'examinerons pas ici. L'important, c'est que la mobilisation étatique de l'économie, qui avait assuré une formidable production d'armements, ne put survivre à la guerre, sans parler d'élever le niveau des forces productives et de sortir le capitalisme de l'impasse.

En quoi l'économie de guerre qui règne actuellement en Allemagne se distingue-t-elle de celle de 1916-1918 ? Quatre différences importantes apparaissent : premièrement, l'économie de guerre fut introduite dès la fin de 1936, trois ans avant la déclaration formelle de la guerre; deuxièmement, l'appareil étatique de l'Allemagne est entre les mains du parti nazi; troisièmement, la réglementation de l'économie par l'état est plus profonde que dans l'autre guerre; quatrièmement, le capitalisme est de vingt ans plus vieux. Examinons attentivement chacune de ces différences.

L'introduction de la *Wehrwirtschaft* en temps de paix, dès la fin de 1936, est un problème politique extrêmement important. Mais il était clair dès l'origine qu'elle avait la guerre pour objet unique et elle a trouvé en celle-ci sa continuation logique. Elle serait inconcevable sans la guerre. Aussi, lorsqu'il s'agit d'une question aussi fondamentale que la détermination du système social, cette différence avec la première guerre mondiale prend manifestement un caractère épisodique, surtout si l'on se souvient que l'état de l'Europe de 1936 à 1939 fut celui d'une guerre larvée.

Consciemment ou inconsciemment, la croyance en un "ordre nouveau" en Allemagne doit beaucoup de sa popularité à l'existence d'un parti fasciste au pouvoir. Les déclarations anti-capitalistes ne manquèrent pas dans le bric-à-brac de la propagande nazie avant 1933. La "révolution" des classes moyennes qui a porté Hitler au pouvoir n'aurait-elle pas un fond économique, précisément cette mainmise de l'état sur le capital que nous constatons actuellement en Allemagne ? Un examen, même superficiel, de l'évolution de l'économie allemande de 1933 à 1941 porte un coup irréparable à cette fable. La concentration et la centralisation du capital ont fait de nouveaux progrès depuis 1933. Les grandes sociétés ont grandi au détriment des petites. Le commerce de détail n'est pas sorti du marasme. L'état nazi est intervenu activement pour accélérer l'évolution économique, par exemple pour précipiter la transformation de milliers d'artisans en ouvriers d'industrie ou en soldats. Mais, outre ces mesures

directes, toute la réglementation étatique de l'économie favorise le gros contre le petit. La bureaucratie nazie est bien plus autoritaire et indépendante en face des petits capitalistes (sans parler des artisans) et bien plus "ouïssante" en face des grands. Toute la réglementation du commerce extérieur a favorisé énormément les grandes entreprises et leur a permis d'écraser les petites et les moyennes dans cette branche d'activité. La centralisation étatique s'est combinée à la centralisation économique. Le même phénomène s'était manifesté durant la première guerre impérialiste. Il est la réfutation directe d'un "anti-capitalisme" nazi au profit des classes moyennes qui ont porté le parti au pouvoir. Sous la camelote des phrases démagogiques, la bureaucratie nazie joue le même rôle que la bureaucratie traditionnelle de l'état bourgeois.

D'autres improvisateurs présentent différemment l'apparition d'un "ordre nouveau". Le parti nazi, financé et appelé au pouvoir par le grand capital, s'est affranchi de son maître, tel le balai de l'apprenti sorcier, et il a entrepris d'éliminer à son profit la bourgeoisie capitaliste. Il "contrôle" la propriété de celle-ci, c'est-à-dire qu'en fait il en dispose. C'est ici qu'apparaît clairement le vice fondamental de la méthode des improvisateurs. Ils prennent la propriété telle que la définit le code, jus utendi et abutendi, le droit d'user et d'abuser, et ils l'opposent à la réalité. L'écart est si grand qu'ils doivent conclure que la propriété a été abolie. En réalité, toute propriété a un caractère social, et la propriété capitaliste plus qu'aucune autre. Le capitaliste ne peut pas "user et abuser" de son capital comme il le désire. Il doit l'user d'une certaine manière bien définie, sous peine de sanction immédiate, c'est-à-dire de faillite. Il ne peut même pas user de son profit à sa guise. Il doit accumuler pour perfectionner son outillage et agrandir son entreprise. Sinon, il ne perd pas seulement son profit, mais aussi son capital original. A une certaine étape, la concurrence le force même à abandonner la propriété individuelle de son entreprise pour entrer dans une société anonyme, puis dans un cartel. Enfin, il doit faire la guerre, y consacrer une fraction de plus en plus grande de son profit, tolérer l'intervention hautaine du militaire et du bureaucrate. Tout cela prouve que la propriété capitaliste est une réalité contradictoire, qui se dévore elle-même. Mais cela, nous le savions depuis Marx. Dans une économie de guerre, la contradiction de la propriété capitaliste apparaît sous sa forme la plus exacerbée, mais elle n'est nullement abolie; le témoignage le plus clair en est la guerre elle-même.

Nous en arrivons à la troisième différence avec la première guerre impérialiste mondiale. N'y aurait-il pas à présent dans le contrôle étatique une différence de degré telle qu'il faudrait en conclure à une différence de nature? Rien ne semble justifier une pareille conclusion. Dans la production des objets de consommation, d'alimentation en particulier, la réglementation étatique n'était sans doute pas moindre en 1918. Dans la grande industrie (armements et moyens de production) le contrôle actuel évite certaines formes brutales, telles que la saisie-réquisition de certaines usines que l'armée avait imposée en Allemagne durant l'autre guerre. Grâce à l'expérience passée et à la longue préparation, l'action de l'état pénètre maintenant l'économie d'une façon plus organique et, dans l'ensemble, plus complète que dans la guerre précédente. Il semble enfin que dans le domaine du crédit le contrôle de l'état ait fait des progrès sensibles depuis l'autre guerre. Pourtant, si les nazis ont perfectionné la technique du contrôle, ils n'ont apporté aucune grande innovation et il est manifestement impossible de conclure à la naissance d'un nouvel ordre social, à moins de reconnaître que cet ordre était déjà né en Allemagne en 1918.

Mais répétition ne signifie pas identité. Le capitalisme de 1936 n'était plus celui de 1918. Il avait passé par la première guerre, les secousses de l'après-guerre, la grande crise. C'est là la différence la plus sérieuse entre les deux guerres. D'autre part, la guerre actuelle adresse à l'économie des demandes encore plus formidables. Tous les pays, vainqueurs et vaincus, sortiront de la mêlée avec des systèmes économiques bien plus délabrés qu'en 1919. Peut-on espérer un essor durable des forces productives? Jusqu'à maintenant aucun indice ne nous permet de nourrir de tels espoirs. L'intervention de l'état dans l'économie allemande remplit dans cette guerre la même tâche que dans l'autre: mobiliser toutes les forces de la nation pendant la période de la guerre, pour ensuite laisser l'économie exténuée et affaiblie. Avec l'épuisement de toute la société, il est fort possible que se maintiennent après cette guerre des formes de con-

trôle étatique qui avaient disparu à la fin de l'autre guerre. Mais il est clair que ce sera l'organisation de la misère. Ce que nous avons devant nous, ce n'est pas un nouveau système capable de porter l'humanité devant, mais une forme de décomposition du vieux système capitaliste.

### Où en est l'économie allemande ?

Pour déterminer ce qu'est l'économie allemande actuelle, il ne suffit pas de l'opposer au tableau serene d'une économie libérale parfaite (et irréaliste). Il faut préciser avant tout les formes et le caractère de l'intervention étatique. L'économie allemande est une économie de guerre, qui est faite pour la guerre et qui fait la guerre. Son premier mot d'ordre est: "Des canons au lieu de beurre". La limitation de la consommation est un des traits fondamentaux de la Wehrwirtschaft et elle s'est poussée en Allemagne à un degré extrême. Elle s'adjoint immédiatement la limitation des investissements nouveaux. L'objet de ces deux mesures est de détourner toutes les ressources de la nation (matières premières, capitaux, force de travail) de la production d'objets de consommation pour les faire affluer dans la production de moyens de guerre. Elles permettent également à l'état de mobiliser par des emprunts tout le pouvoir d'achat non satisfait par suite du manque d'objets de consommation. Une autre nécessité que la guerre impose à l'économie, c'est de la couper du marché mondial. L'autarcie engendrée par la crise s'est transformée directement en autarcie militaire.

Si l'on examine ces mesures, aussi bien en soi que dans leur traduction en décrets et règlements, leur caractère apparaît plutôt prohibitif et négatif que constructif et positif. L'état impose certains cadres à l'activité économique, ces cadres étant créés par les nécessités de la guerre (ou de la préparation à la guerre). Mais à l'intérieur de ces cadres le profit capitaliste garde encore sa force motrice. Il suffit de lire une des revues économiques officielles nazies pour y rencontrer d'innombrables références à l'initiative des capitalistes. Ce n'est pas une vaine rhétorique. A supposer que demain Hitler étatisse l'industrie, c'est-à-dire coupe entre les moyens de production et les capitalistes ce lien qui s'appelle propriété, et qu'il entreprenne de faire fonctionner l'économie à l'aide d'employés de l'état, la quantité et la qualité des armements produits diminueraient immédiatement.

Un des traits importants de l'économie allemande, c'est le contrôle des prix. A la fin de 1936 les prix furent "figés" par le gouvernement. Cette mesure fut directement imposée par les nécessités du financement du réarmement. Sans elle, c'eût été l'inflation à brève échéance. Au fond, elle représente plutôt une nouvelle manipulation de la monnaie qu'une attaque au caractère capitaliste de l'économie. Celui-ci ne manqua pas d'ailleurs de faire sentir sa présence. La qualité des marchandises, surtout des objets de consommation, se mit à baisser, ce qui équivalut bientôt à une augmentation de prix de 40 à 50 o/o. Les prix eux-mêmes n'ont cessé de monter lentement. Mais même sans tenir compte de ces manifestations, on peut dire que le mécanisme de la réglementation ne brise nullement les cadres du profit. Les hiérophantes du contrôle des prix répètent souvent la phrase: "Kosten sind keine Preise." Ils entendent par ce principe que les prix fixés par l'état ne peuvent être les prix de revient, ni même les prix de revient augmentés d'un pourcentage déterminé de profit. La déclaration est intéressante parce qu'elle reconnaît, premièrement, l'existence du profit, secondement, l'absence d'un taux officiel et automatique de profit. Les prix (et les profits) s'élèvent, avec la sanction officielle, quand la demande se fait particulièrement pressante. Mais il est encore plus important d'entendre la justification du principe par les commentateurs officiels. L'un d'eux déclare: "Si l'on garantit à l'entrepreneur ses frais, il n'est plus contraint de rechercher et d'introduire des procédés toujours plus efficaces pour diminuer les dépenses de l'entreprise en salaires et en matières premières et il n'est plus forcé d'investir à cette fin des capitaux toujours nouveaux."(\*) C'est là, clairement exprimée, toute la différence entre l'entrepreneur capitaliste et le fonctionnaire d'état.

De nombreux improvisateurs invoquent le second plan quadriennal de Hitler (le premier est réellement trop vague) pour découvrir en Allemagne une économie "planifiée".

(\*) H. Rittershausen, Die staatliche Preispolitik auf den deutschen Hauptmärkten der Gegenwart, Weltwirtschaftliches Archiv, novembre 1940, page 432.

Il est imprudent de suivre les nazis dans leur abus de langage. La différence entre les plans quinquennaux soviétiques et le plan quadriennal hitlérien est apparente au premier regard. Le plan soviétique entreprend (plus ou moins bien) toute l'édification de l'économie. Le plan hitlérien n'est pas un plan, au sens précis du mot, mais un programme, d'ailleurs plutôt vague, autant politique qu'économique. La première mesure fut de centraliser le contrôle étatique de l'économie dans les mains de Göring, puis celui-ci se mit à promulguer, depuis la fin de 1936, des ordonnances qui sont en général des interdictions. Lorsque la situation se fait particulièrement grave dans telle ou telle branche, l'état fait entendre sa voix autoritaire. Ce n'est pas une édification planifiée de l'économie, mais une sorte de contrôle policier qui étouffe, d'un coup de poing brutal, les conflits menaçant d'arrêter le fonctionnement d'une machine portée à la limite extrême de son rendement. Toute la réglementation de Göring a un caractère, non pas constructif et positif, mais essentiellement négatif. Ce caractère du "plan" nazi est particulièrement clair dans le domaine des investissements. L'état restreint les investissements dans certaines branches pour que les capitaux affluent dans d'autres. L'état n'a un plan positif et détaillé de financement que pour quelques industries naissantes ne représentant qu'une infime fraction de l'économie nationale, et ce fut toujours là une des fonctions de l'état capitaliste.

L'économie allemande d'aujourd'hui ne peut nullement être qualifiée d'économie "planifiée". Les nazis eux-mêmes emploient assez souvent l'expression de "gesteuerte Wirtschaft" ou "économie pilotée". C'est beaucoup plus juste. L'état oriente toutes les forces de la nation dans une même direction : la lutte militaire. Cela donne incontestablement à l'économie des traits spécifiques, mais l'initiative privée, canalisée entre les digues du contrôle étatique, joue encore un trop grand rôle pour parler de planification. Enfin, l'idée de plan suggère un développement harmonieux des forces productives, alors que l'orientation militaire de l'économie allemande crée des disproportions considérables. Il faut encore noter un point que les improvisateurs passent souvent sous silence. Cette orientation de l'économie est déterminée en fin de compte, non pas par le pouvoir politique, mais par le système économique lui-même, à moins d'expliquer la guerre par le mauvais caractère de Hitler. A une certaine étape de leur développement et en l'absence de révolution prolétarienne, les forces économiques n'ont d'autre issue que la guerre. L'état les aide à résoudre cette tâche qui leur est imposée par leur structure même. Son rôle apparaît clairement comme celui d'un serviteur.

On entend souvent parler de "collectivisme bureaucratique". C'est là une expression bien malheureuse. Le collectivisme, c'est un système social où les forces économiques sont au service de la collectivité, c'est-à-dire de la nation, puis de l'humanité. On ne peut voir rien de semblable en Allemagne, à moins de partager l'idéologie nazie. Si Hitler sert les intérêts communs d'une classe privilégiée, qu'elle soit capitaliste ou non-capitaliste, le mot de collectivisme est impropre, car il s'agit toujours d'une minorité de la nation. Si l'on veut indiquer que les intérêts de cette minorité ne peuvent se satisfaire d'une façon personnelle, mais seulement en bloc, on ne peut employer le mot de collectivisme, car selon ce procédé la société anonyme serait déjà du collectivisme. Cet abus de langage est dangereux, car il jette un pont vers l'idéologie nazie et ne peut que semer la confusion la plus désastreuse.

Les improvisateurs qui nient le caractère capitaliste de l'économie allemande ont relu (ou lu) à la hâte Marx pour tâcher d'y découvrir une définition du capitalisme qui ne puisse plus s'appliquer à l'Allemagne d'aujourd'hui. Leur procédé général consiste à définir l'économie capitaliste comme l'économie du marché. Puis ils concluent : comme c'est l'état et non les lois autonomes du marché qui déterminent les prix en Allemagne, l'économie est non-capitaliste. Arrêtons-nous un instant. L'économie allemande est toujours basée sur l'échange, c'est-à-dire qu'une entreprise ne produit pas pour la consommation du patron et des ouvriers, mais pour toute la société et reçoit de celle-ci des matières premières et des moyens de subsistance. Les lois qui règlent ces échanges sont faussées par l'intervention de l'état. Mais ce n'est pas là une nouveauté. Depuis plus d'un demi-siècle, les cartels et les monopoles se sont précisément donnés pour tâche de troubler l'action des lois du marché. Le monopole serait-il une entreprise "non-capitaliste" ? Ou ne serait-ce pas plutôt la définition même du capitalisme chez nos improvisateurs qui serait fautive ?

Le capitalisme est un phénomène historique concret et

non une norme spéculative. Il a des traits divers, toujours entrelacés. La concurrence alterne avec le monopole. La comptabilité la plus stricte voisine avec le gachis. Le plan le mieux calculé se combine à l'aveuglement le plus borné. Enfin, le capitalisme n'est pas au bout de sa course et, pour parler comme Hegel, son essence n'a pas encore révélé toute la série de ses apparences. Marx n'a pas essayé de concentrer en quelques lignes la définition du capitalisme, mais il a montré la succession de ses formes et cherché à découvrir la logique de leur enchaînement. Si l'on veut néanmoins suivre les improvisateurs sur le terrain qu'ils ont choisi, c'est-à-dire donner du capitalisme une définition abstraite, scindée de la description des diverses phases qu'il a traversées, il faut chercher cette définition, non pas dans la sphère de la circulation, mais dans celle de la production. On ne peut définir le capitalisme comme une économie du marché. Nous reconnaissons le capitalisme à ceci : 1) les forces productives ont un caractère social, c'est-à-dire : elles ne peuvent être mises en mouvement par un producteur isolé et aussi leur produit n'est pas consommé par le groupe de producteurs qui les ont fait fonctionner, mais par toute la société, grâce à la division sociale du travail ; 2) malgré ce caractère social, les moyens de production sont détenués par une minorité de la société qui s'approprie une fraction du revenu national extrêmement disproportionnée à son nombre.

Le mode de production capitaliste n'implique nullement la propriété individuelle des moyens de production par l'entrepreneur capitaliste. Elle disparaît déjà dans la société anonyme, puis encore plus dans le cartel et dans le trust. Elle est remplacée par la propriété d'un groupe. Mais même avec la propriété individuelle des moyens de production, le capitaliste n'empoche nullement la plus-value que ceux-ci ont fait suer à ses ouvriers. Marx a montré comment par le jeu de la concurrence des capitaux, il se forme un taux de profit moyen. Chaque capitaliste ne reçoit pas la plus-value extraite de ses ouvriers, mais une quote-part de la plus-value totale de la société proportionnelle à son capital investi. On peut fort bien concevoir une société où ce procédé serait appliqué consciemment au lieu de l'être par le jeu d'une concurrence aveugle des capitaux. Les moyens de production seraient étatisés (non pas nationalisés !) et deviendraient la propriété commune des capitalistes. L'entrepreneur se transformerait en fonctionnaire et recevrait sa part de plus-value sous forme de traitement. Une telle société resterait capitaliste, tant que les moyens de production resteraient entre les mains d'une infime minorité, quelle que soit l'organisation intérieure de cette minorité. Sans discuter ici les conditions de l'apparition d'une telle phase du capitalisme, il suffit de constater que l'Allemagne actuelle est encore bien en-deçà de ce stade !

L'expression de "capitalisme d'état" est souvent employée pour qualifier le système économique actuel de l'Allemagne. Le malheur de cette expression, c'est d'avoir désigné une foule de choses extrêmement différentes. Elle désigne, à l'origine, des entreprises où l'état bourgeois jouait le rôle réel de capitaliste, où il devenait ce que l'on appelle en français l'"état-patron" : par exemple, la poste, les chemins de fer ou la manufacture des allumettes. Elle servit à désigner l'économie de guerre de la première guerre impérialiste, puis les mesures autarciques dans les périodes de crise. Outre ce passé douteux, le terme serait inexact, appliqué à l'économie allemande d'aujourd'hui. Il pourrait servir à désigner le régime de propriété étatisée que nous avons esquissé dans le paragraphe précédent. Mais l'Allemagne en est encore bien loin ! La propriété n'y est nullement étatisée et, entre les digues du contrôle étatique, l'initiative privée y joue encore un rôle beaucoup trop grand pour que l'on puisse parler de capitalisme d'état, au sens propre du terme.

Dans quelle mesure peut-on parler d'"économie fasciste" ? Si l'on entend désigner par là une liaison réciproque nécessaire entre le fascisme et le type d'économie qui règne actuellement en Allemagne, l'expression est incorrecte. Le fascisme est un phénomène essentiellement politique. Toutes les mesures économiques du fascisme peuvent trouver leur parallèle dans les pays dits démocratiques ou autres. Sous sa lourde carapace féodale, le Japon du mikado est plus proche, par son régime politique, de la Russie des tsars que de l'Allemagne de Hitler. Cependant, il ressemble à cette dernière plus qu'à aucun autre pays par le contrôle étatique de son économie. Par contre, l'Espagne de Franco, proprement fasciste sur le plan politique, ne suit nullement les

travaux de l'Allemagne sur le terrain économique. Enfin, l'Amérique démocratique entreprend d'édifier une économie de guerre en adaptant à son usage les procédés de Hitler. Avec un retard de cinq ans. L'économie de guerre s'annonce particulièrement bien dans le régime politique britannique que la fascisme lui apporte. D'autre part, la guerre tend à rendre tous les régimes totalitaires. Le fascisme n'en reste pas moins un phénomène politique spécifique et l'expression d'"économie fasciste" ne peut que provoquer des malentendus et semer la confusion.

L'économie allemande ne reste pas seulement capitaliste, mais encore impérialiste. Si l'on veut en donner une définition précise, il faut dire que c'est une économie de guerre à l'époque de l'impérialisme déclinant. Si cette définition est moins "radicale" que les improvisations que nous avons examinées, elle a sur celles-ci l'avantage d'être scientifiquement exacte et d'offrir un guide sûr à notre action.

### Un pas en avant ?

Si la discussion sur le caractère actuel de l'économie allemande prend tant d'ampleur, c'est que le véritable objet de la dispute n'est pas le présent, mais l'avenir. Ceux qui découvrent dans l'adaptation de l'économie à la guerre quelque système nouveau doivent conclure que ce système continuera à porter ses fruits après la guerre. C'est ce que dit clairement Macdonald : "...l'économie nazie sera-t-elle capable, dans l'avenir, après cette guerre, d'introduire une production rigide sur la consommation, une économie planifiée et l'abondance pour tous ? ... Il n'y a pas de raison économique qui empêche le fascisme de créer une telle société après la guerre." Macdonald découvre bien des obstacles, mais, il le répète, il n'y a pas de raison économique qui s'oppose à ce développement. Alors, pourquoi la guerre présente ? Si les nazis pouvaient substituer à la production d'armements celle d'objets de consommation et les répandre aussi bien en Allemagne qu'à l'étranger, leur régime aurait un tel attrait que la guerre serait absolument inutile. Pourquoi donc feraient-ils la guerre actuelle qui met en question leur existence même ? Et s'il n'y a pas de raison économique qui empêche cette abondance nazie, c'est dire par là même qu'il n'y a pas de raison économique qui impose la guerre, donc celle-ci ne vient pas de la putréfaction profonde de tout le système, mais a été provoquée par des considérations secondaires, sans doute, parce que Hitler est un maniaque. Si les improvisateurs poursuivaient avec quelque logique leur idée sautée de la possibilité d'une abondance nazie, ils se trouveraient bientôt enfoncés jusqu'aux genoux dans le marais de l'opinion bourgeoise vulgaire.

Bien entendu, le fait de définir l'économie allemande comme une économie de guerre n'implique nullement qu'après avoir traversé l'orage le capitalisme secouera toutes les chaînes du contrôle étatique. Si la révolution prolétarienne n'intervient pas à brève échéance, la réglementation étatique de l'économie se poursuivra sous des formes nouvelles. Mais jusqu'à maintenant, sur la base de l'expérience de la première guerre impérialiste, de l'après-guerre, de la grande crise de 1929, il n'y a pas la moindre raison de s'attendre à ce que cette intervention de l'état puisse élever le niveau des forces productives. Sans essayer de jouer au prophète, on peut établir deux règles générales : 1) au cas d'une certaine raréfaction économique, celle-ci fera sauter de nombreuses chaînes du contrôle étatique ; 2) en cas de stagnation économique, l'intervention de l'état se poursuivra sous des formes nouvelles. Ce sera un nouveau pas dans l'adaptation des forces économiques au déclin de la société. Il n'y a aucun signe dans le dernier quart de siècle qui puisse nous faire espérer une élévation durable du niveau des forces productives grâce à la réglementation étatique, hormis le socialisme.

Sans parler d'"abondance pour tous", certains innovateurs insistent néanmoins que le contrôle étatique que la guerre a imposé en Allemagne représente un certain progrès, de même que le cartel et le trust en avaient été un il y a quelques dizaines d'années. Ils oublient un point important. La concentration et la centralisation du capital sous la forme de trusts, cartels, etc., conduisit à un énorme développement des forces productives qui fit faire à l'humanité un nouveau pas en avant. La réglementation étatique ne nous réserve rien de semblable. Pendant la guerre, elle pousse à leur extrême limite les forces de la nation pour laisser ensuite celle-ci harassée et ruinée. Son effet est plus celui d'un excitant que d'un aliment. Qui oserait dire que l'économie sortira plus forte de la guerre ? Où est donc le "progrès" ?

En 1918 l'idée préta la plus grande attention à l'intervention de l'état dans l'économie. Il donna à la nouvelle phase de capitalisme le nom d'impérialisme d'Etat ou qu'on monopoliste. Il s'attacha à montrer sa continuité avec le développement antérieur de l'impérialisme, soulignant que c'était la concentration de toutes les tendances de son temps, sa culmination logique même. Mais il négligea ce bien souvent qu'il était là un nouveau pas en avant du capitalisme. La réglementation de l'économie par l'état avait une énorme valeur éducative. Encore plus que les trusts, elle permettait de se représenter ce que serait l'organisation socialiste, elle se présentait comme l'appogée de tout le processus de centralisation du capital et elle invitait directement le prolétariat à prendre en main la direction de l'économie. Mais nous ne sommes plus en 1918, depuis lors nous avons vu la révolution russe, l'après-guerre, la grande crise, la planification soviétique, enfin la seconde guerre impérialiste. Les méthodes de contrôle employées en Allemagne et dans d'autres pays ne nous apprennent rien de nouveau après l'expérience de l'autre guerre et surtout après la planification soviétique. Leur application laisserait-elle des traces bénéfiques sur l'économie ? En fait, elle conduit directement à de gigantesques disproportions et indirectement à une formidable destruction de forces productives. Enfin, il faut souligner le caractère rétrograde de notre époque, la révolution prolétarienne est manifestement en retard. Le capitalisme a dépassé son époque. Toute la période actuelle ne représente pas une phase nécessaire et inévitable du développement impérialiste, mais est le produit du retard de la révolution. La société n'est pas seulement mûre pour le socialisme, mais a déjà commencé à pourrir. L'intervention étatique n'apparaît plus comme la culmination du développement dynamique antérieur, mais comme une forme d'organisation d'une société statique ou déclinante. C'est pourquoi il est maintenant impardonnable de parler de son caractère progressif.

On entend parfois répéter que les nazis ont édifié un système "transitoire". Le matérialisme historique nous a appris depuis longtemps que tout régime est transitoire. Aussi pour que la proposition ait quelque sens il faut préciser le point de départ et le point d'arrivée de la transition. Ce que les improvisateurs entendent, c'est que l'Allemagne actuelle est une transition entre le capitalisme et le socialisme. Le fascisme est-il une transition vers le socialisme dans le sens politique ou social ? On ne peut que répondre négativement. A moins de partager l'idéologie nazie. L'affirmation serait-elle plus conséquente dans le sens strictement économique ? L'intervention de l'état dans l'économie n'est nullement une tendance socialiste en soi. Le socialisme passe nécessairement par l'étatisation. Mais toute étatisation n'a pas obligatoirement un caractère socialiste. Il faut encore répondre aux deux questions : qui la réalise ? Avec quel objectif ? Sans mentionner le fait que l'économie allemande est extrêmement loin de l'étatisation générale. La réglementation de l'économie par l'état impérialiste, en soi ou par ses conséquences, ne peut porter les forces productives en avant, mais seulement les enfoncer dans la ruine.

\*\*\*

Toutes les improvisations sur le caractère "non-capitaliste" de l'économie allemande, sur les côtés progressifs de la réglementation nazie et sur sa capacité d'apporter quelque chose de "nouveau", ne représentent, en fin de compte, que de dangereuses concessions au fascisme. Elles sont le produit des secousses que la guerre donne aux cerveaux humains. Théoriquement fausses, elles ne peuvent que conduire à des conclusions politiques erronées. Ainsi, Victor Serge, qui voit dans le fascisme allemand l'apparition d'un "nouveau type d'économie planifiée transitoire", s'est laissé entraîner jusqu'à mentionner "le caractère profondément révolutionnaire des guerres actuelles". Les deux grandes guerres, celle de 1914-1918 et celle d'aujourd'hui, sont l'une comme l'autre des entreprises impérialistes réactionnaires. Par ces temps de confusion il est particulièrement dangereux de confondre réaction et révolution. L'exemple de Victor Serge montre combien il est facile de faire un faux pas lorsqu'on abandonne la boussole marxiste. Le parti révolutionnaire doit veiller avec grand soin à la clarté et à la précision dans la théorie, gages de ses succès dans la pratique, et il ne peut permettre aux improvisateurs de répandre dans ses rangs la confusion qui règne dans leurs cerveaux.

Marc Loris

Le 14 novembre 1941.